



CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2025

Au 1^{er} trimestre 2025, l'indicateur du climat des affaires (ICA) recule de 4,4 points pour s'établir à 89,2. Il évolue en deçà de sa tendance de longue période (100) depuis 5 trimestres.

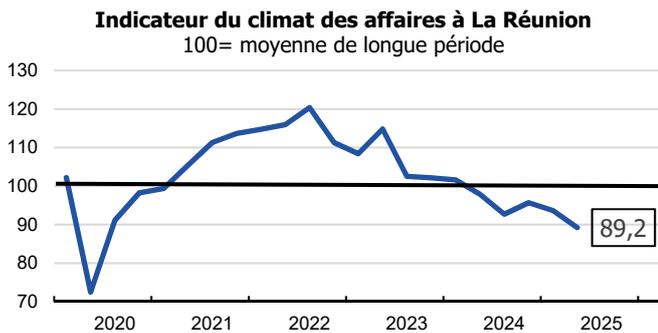
Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité économique se dégrade, dans le contexte du passage du cyclone Garance sur le territoire. 50 % des professionnels interrogés déclarent que leur activité a été affectée par le cyclone Garance. Malgré la baisse de l'inflation sous le seuil de 2 %, la consommation des ménages peine à se redresser alors que la dynamique de l'investissement reste modeste. Les conditions sur le marché du travail se détériorent soudainement sur le trimestre.

Le tassement de l'activité affecte les secteurs de manière inégale : tandis que le secteur des services connaît une forte détérioration, le secteur du BTP montre quelques signes d'amélioration.

Mauvais départ pour l'activité économique en 2025

Garance détériore le climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, chute au 1^{er} trimestre à 89,2 (- 4,4 points). Il continue d'évoluer en deçà de sa moyenne de longue période en 2025, suggérant que l'activité économique s'affaiblit encore en ce début d'année.



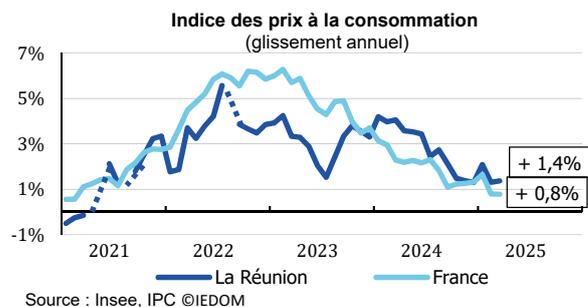
Les réponses pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre en cours (1^{er} trimestre 2025) contribuent plus à la dégradation de l'ICA que leurs réponses pour le trimestre suivant (2^e trimestre 2025) qui restent mal orientées. L'activité continue ainsi de se détériorer pour le 7^e trimestre consécutif. Les soldes de gestions (charges d'exploitation, trésorerie et délais de paiement) demeurent négatifs et se dégradent dans l'ensemble par

rapport au 4^e trimestre. Les effectifs déclarés par les chefs d'entreprises interrogés diminuent fortement.

Garance a contribué à affaiblir l'activité au 1^{er} trimestre. Parmi les chefs d'entreprises interrogés, 50 % déclarent que leur activité a été affectée par le passage du cyclone. 63 % d'entre eux reconnaissent avoir subi un impact sur leur chiffre d'affaires au moins équivalent à celui du cyclone Belal. Pour rappel, selon France assureurs (la fédération qui réunit l'ensemble des entreprises d'assurance et de réassurance en France), le cyclone Garance aurait occasionné environ 68 000 sinistres pour un coût total de 379 millions d'euros (contre 100 millions d'euros pour Belal), principalement dans le nord et l'est de l'île.

L'inflation toujours sous les 2 %

L'inflation augmente légèrement à La Réunion, mais reste en deçà du seuil des 2 %. Les prix progressent de 1,4 % en glissement annuel à fin mars (après +1,3 % à fin décembre), contre +0,8 % dans l'Hexagone.



Sur un an, les prix du tabac (+7,1 %) connaissent la hausse la plus importante. Néanmoins, ils pèsent peu dans l'indice général des prix.

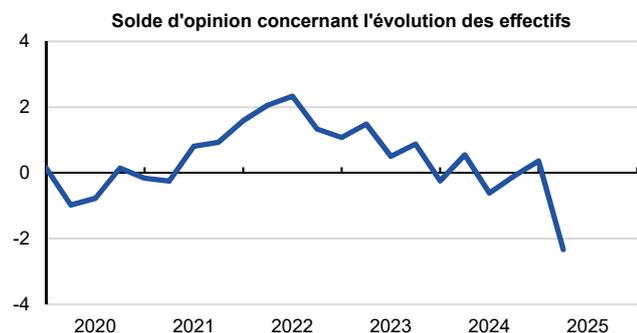
Les prix des services (loyers, eau et charges, transports, services financiers, etc.) qui comptent quant à eux pour moitié dans l'indice général des prix, augmentent de 3,6 %. Ils sont le plus gros contributeur à l'inflation (+1,7 point de pourcentage).

Dans le sillage du cyclone, les produits alimentaires frais se raréfient sur les étals, et leurs prix augmentent en conséquence de 27 % au premier trimestre. Cependant, cette hausse est inférieure à celle de l'année précédente lors du passage de Belal, si bien que sur les douze derniers mois, leurs prix baissent de -9,1 %, et contribuent à limiter la hausse globale des prix des produits alimentaires (+0,6 %). Les prix des produits manufacturés ont modérément augmenté (+0,5 % pour une contribution de 0,1 pp). Les prix de l'énergie reculent quant à eux de 7,7 % (soit une contribution de -0,5 pp), suite à la détente des prix des produits pétroliers (- 5,0 % sur un an).

Les chefs d'entreprises interrogés dans l'enquête de conjoncture anticipent une baisse des prix de vente lors du trimestre à venir.

Le marché du travail se dégrade

Les conditions sur le marché du travail se détériorent au 1er trimestre. Les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture signalent une forte baisse du niveau de leurs effectifs.



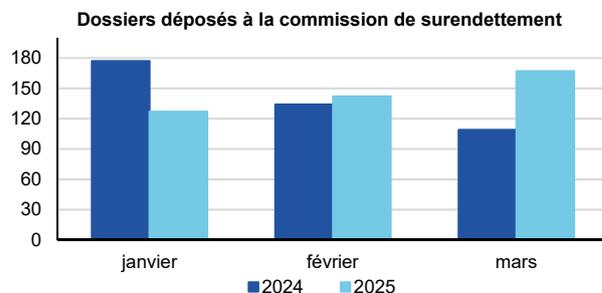
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

Les autres indicateurs évoluent de concert. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A augmente ainsi de 4,4 % sur le trimestre (données CVS) pour atteindre 120 310 personnes. Par ailleurs, selon l'enquête des besoins en main d'œuvre (BMO) de France Travail, les établissements de La Réunion prévoient une baisse de 7,8 % des besoins en recrutement cette année par rapport à 2024 (soit 34 950 recrutements), une évolution cohérente avec le pessimisme des chefs d'entreprise s'agissant de leurs effectifs pour le trimestre à venir (2^e trimestre 2025).

Une consommation privée encore faible

Malgré un niveau d'inflation revenu sous le seuil de 2 % en glissement annuel, la consommation des ménages réunionnais peine à se redresser. Les chefs d'entreprise du secteur du commerce répondant à l'enquête de

conjoncture continuent de déclarer une détérioration de leur activité début 2025, bien que moins marquée qu'en 2024. La circulation fiduciaire a faibli au 1^{er} trimestre (- 4 %) par rapport à l'année dernière. La vulnérabilité financière des ménages se dégrade encore. Le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement à l'IEDOM augmente de 15,6 % par rapport à la même période l'année dernière. Ce niveau est supérieur de 57,2 % au nombre de dossiers déposés en 2019, dernière année de référence hors crise sanitaire.

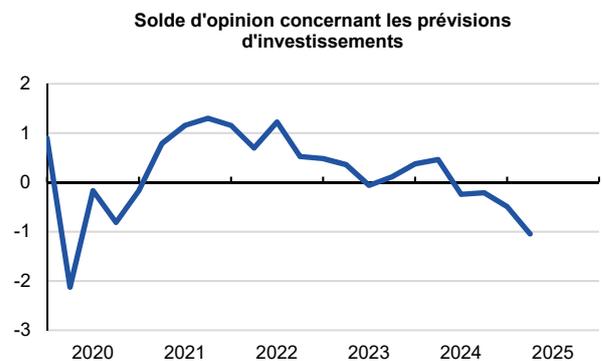


Source: Baromètre mensuel de l'inclusion financière de l'IEDOM - © IEDOM

Néanmoins, le marché automobile connaît une légère amélioration ce trimestre. Les ventes de véhicules neufs, mesurées par le nombre d'immatriculations, progressent de 2,8 % (données CVS). Par ailleurs, les importations de biens de consommation durables augmentent sur le trimestre (+3,4 %).

Pessimisme de l'investissement

Les prévisions d'investissement à 12 mois déclarées par les chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture demeurent pessimistes. Le solde d'opinion se détériore de nouveau ce trimestre, pour atteindre son deuxième niveau le plus bas depuis 5 ans (hors 1^{er} trimestre 2020 lié à la crise sanitaire).

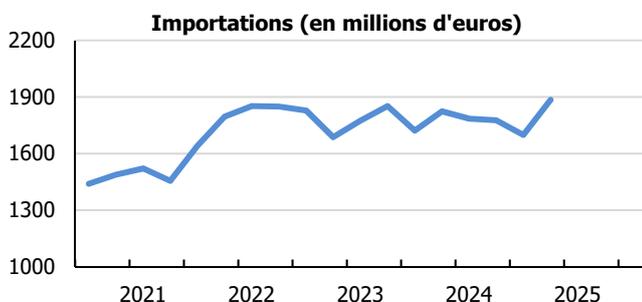


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

Le montant des transactions immobilières diminue de 7,4 %, suggérant que la reprise des investissements résidentiels ne s'est pas encore matérialisée. Par ailleurs, la vulnérabilité des entreprises reste importante. À fin février, le nombre d'entreprises en défaillance augmente de 20,1 % en cumul sur l'année par rapport à l'année précédente.

Fléchissement des échanges extérieurs

Le niveau des importations progresse sur le trimestre (+10,9 %, en valeur, CVS) après une baisse au trimestre précédent (- 4,4 %). Cette évolution est le résultat d'une forte hausse des biens d'investissements (+30,9 %, données CVS), en raison d'une augmentation des importations de véhicules (particuliers, utilitaires et autobus). Les importations de biens non durables augmentent également, de 6,9 % sur le trimestre.

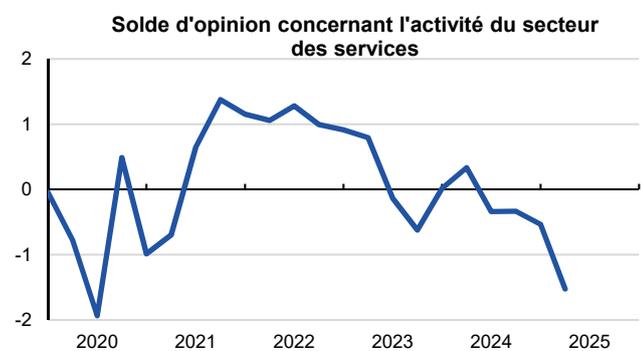


Source : Douanes, CVS IEDOM ©IEDOM

Après un recul au dernier trimestre, les exportations bondissent de 33,7 % (en valeur, données CVS). Cette évolution découle de la hausse des exportations de biens de consommations durables (+85,2 %, données CVS). Elle s'explique également par une augmentation des biens de consommation non durables (+53,9 % en valeur, CVS).

Un trimestre marqué par la dégradation de l'activité du secteur des services

Les entrepreneurs du secteur des **services marchands** déclarent les niveaux d'activité les plus dégradés ce trimestre. Le solde d'opinion relatif au niveau de leurs effectifs a également baissé ce trimestre, à un niveau record sur la décennie. S'agissant des soldes de gestion, les charges d'exploitation ainsi que les délais de paiement se détériorent. Néanmoins, le niveau de trésorerie s'améliore pour la première fois depuis un an.



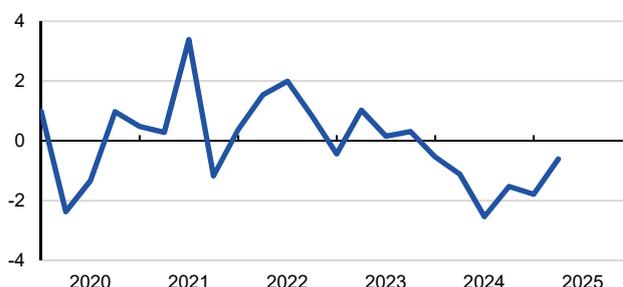
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

Les chefs d'entreprises du secteur des **industries manufacturières** continuent de déclarer une dégradation de leur activité depuis un an. Tous les soldes de gestion (trésorerie, charges et délais de paiement) sont négatifs, comme les effectifs déclarés. Dans ce contexte, les professionnels du secteur prévoient une baisse des besoins en recrutement sur l'année (-13,7 %) selon France Travail. Les chefs d'entreprises sont pessimistes quant aux prévisions d'investissements sur les 12 prochains mois.

Les chefs d'entreprises du secteur du **commerce** déclarent une dégradation de leur activité. Cette dégradation est toutefois moindre comparativement à celle des trimestres précédents. Les recettes d'octroi de mer, sont, par ailleurs en recul sur un an de 1,4 % à fin

mars (données CVS). Les professionnels du secteur prévoient une baisse des besoins en recrutement sur l'année (-12,3 %) selon France Travail.

Solde d'opinion concernant l'activité du secteur du commerce

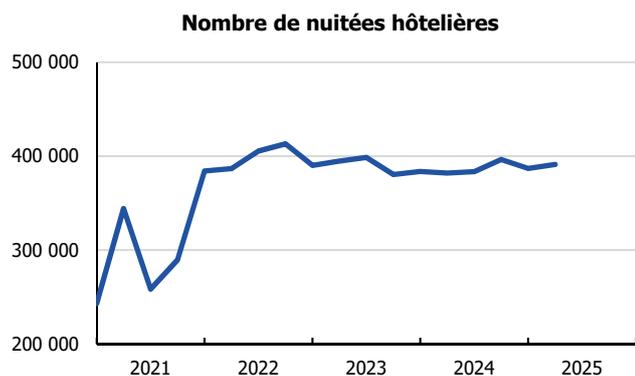


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

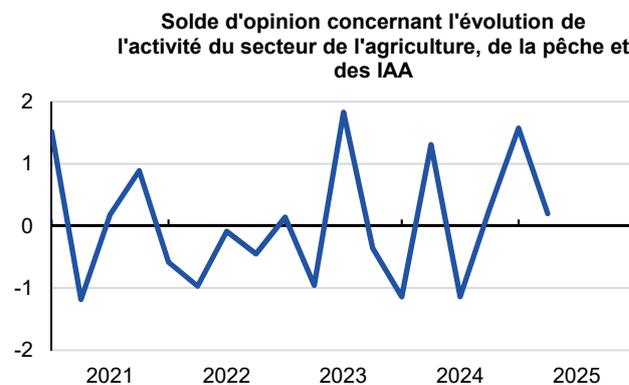
Selon les chefs d'entreprises du secteur de **la construction et des travaux publics**, l'activité est en progression pour le second trimestre consécutif. Le nombre de logements mis en chantier progresse de 1,8 % (données CVS) sur le trimestre. Néanmoins, le nombre de logements autorisés continue de reculer (- 5,2 %, données CVS). Ce recul se reflète dans les carnets de commande, en quasi-stagnation depuis trois trimestres, dans les perspectives du secteur, limitées à moyen terme et dans les prévisions d'investissements à 12 mois, orientées à la baisse. Les besoins en main d'oeuvre dans le secteur reculeraient de 25 % environ en 2025 selon France Travail.

Selon les chefs d'entreprise, le volume d'activité dans le secteur du **tourisme** s'améliore légèrement ce trimestre après un recul au 4^e trimestre 2024. Le nombre de nuitées dans l'hôtellerie progresse de 1,1 % sur le trimestre, à 391 073 nuitées (CVS). Le trafic Hexagone-Réunion stagne sur le trimestre (-0,6, données CVS). Les soldes de gestion sont, à l'exception de la trésorerie, positifs, à l'instar des prévisions d'investissement à 12 mois. Néanmoins, parmi les entreprises répondantes, 64,3 % déclarent que leur activité a été affectée par le cyclone Garance. Les professionnels interrogés signalent une hausse des reports des départs et des annulations de séjours.

Les entrepreneurs du secteur de **l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires (IAA)** déclarent un ralentissement de la croissance de leur activité au 1^{er} trimestre 2025. Les abattages de bovins et porcins sont en légère baisse sur le trimestre (respectivement de -0,5 % et -0,2 %, données CVS). Par ailleurs, les chefs d'entreprises déclarent une diminution très significative de leurs effectifs. Cette baisse n'incomberait pas uniquement aux difficultés liées au passage du cyclone Garance, puisque les besoins en main d'œuvre dans le secteur reculeraient de -17,3 % par rapport à 2024) selon France Travail.



Source : Insee, CVS IEDOM - ©IEDOM



Source: Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

Croissances économiques et défis inflationnistes contrastés

À Madagascar, selon la Banque centrale, la croissance économique est estimée à 4,5 % en 2025. L'inflation reste élevée, atteignant 8,4 % en mars 2025, en hausse par rapport à l'année précédente, principalement en raison de la hausse des prix du riz, des produits importés et de l'énergie, ce qui a conduit la Banque centrale à relever son taux directeur à 12 %.

À Maurice, la Banque Centrale prévoit une croissance du PIB réel comprise entre 3,0 % et 3,5 % pour 2025. L'inflation a significativement diminué et s'est établie à 2,5 % en mars 2025 en glissement annuel, son niveau le plus bas depuis juin 2021. Toutefois, la Banque prévoit une hausse de l'inflation globale dans les mois à venir, qui devrait converger vers 3,5 %. En conséquence, le Comité de politique monétaire a décidé de relever le taux directeur de 50 points de base, à 4,50 %. Le taux de chômage continue de baisser et s'établit à 6,8 %.

En Afrique du Sud, la croissance économique est restée faible en 2024, avec un PIB réel en hausse de 0,6 % (0,7 % en 2023), tirée principalement par le secteur tertiaire, tandis que les secteurs primaire et secondaire restent en deçà de leur niveau pré-pandémie. L'inflation a augmenté à 3,2 % en février 2025 en raison d'une hausse des prix du carburant. Le taux de chômage a légèrement reculé à 31,9 % au 4^e trimestre 2024. Néanmoins, le chômage de longue durée demeure très élevé et concerne 77,7 % des chômeurs.

Aux Seychelles, en février 2025, l'inflation s'établit à 0,6 % en glissement annuel. Dans ce contexte, la Banque centrale seychelloise maintient son taux directeur à 1,75 % pour le 2^e trimestre 2025. En février 2025, la fréquentation touristique continue de reculer sur l'année (-1,6 %) mais reste néanmoins en progression (+6,7 %) par rapport à décembre 2024.

Aux Comores, au 4^e trimestre 2024, les prix à la consommation sont en baisse par rapport au trimestre précédent (-1,9 %). La Banque Centrale des Comores a ainsi maintenu son taux d'intérêt inchangé (TSAO à 3 %). Les échanges extérieurs sont en hausse de 9,3 %, portés par une augmentation de 12 % des importations de biens. La baisse des exportations (-32 %) creuse le déficit commercial (-44,6 milliards FC).

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

Une croissance mondiale entravée par les incertitudes et la politique douanière américaine

Le FMI maintient ses anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Celle-ci devrait atteindre 4,3 % en 2025 puis 3,6 % en 2026. Ce reflux pourrait toutefois être moindre qu'initialement annoncé avec des anticipations d'inflation aux États-Unis et au Royaume-Uni revues à la hausse. Le coût élevé des services, le rebond du prix des matières premières et l'impact de la hausse des droits de douane impacteraient en effet l'inflation aux États-Unis ; de même que la hausse des tarifs réglementés au Royaume-Uni.

Les prévisions de croissance américaine sont revues à la baisse : selon les dernières prévisions du FMI, le PIB progresserait de 1,8 % en 2025 et 1,7 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 2,7% et 2,1% en janvier 2025. Ce moindre optimisme procède tant des tensions commerciales et de la mise en place de nouveaux droits de douane que d'une consommation moins dynamique qu'attendu.

En zone euro, le contexte d'incertitude et la hausse des droits de douane aux États-Unis pèsent également sur les perspectives de croissance qui, selon le FMI, atteindrait 0,8 % en 2025 et de 1,2 % en 2026. Au sein de la zone euro, l'économie allemande devrait connaître une croissance nulle en 2025. L'Espagne en revanche se distinguerait par son dynamisme, affichant une croissance de 2,5 %, à la faveur notamment des reconstructions consécutives aux inondations survenues en 2024.

En France, le premier trimestre 2025 est marqué par une croissance modérée du PIB de 0,1 % selon les premières estimations de l'Insee (après la baisse de 0,1 % au quatrième trimestre 2024 liée au contre-coup des Jeux olympiques). La Banque de France anticipe une hausse modeste, +0,7%, pour l'exercice 2025, suivie d'une accélération en 2026, à +1,2%.

L'économie japonaise souffre elle aussi des incertitudes nées de la politique douanière américaine, qui pourraient peser sur la consommation des ménages nippons. La prévision de croissance pour 2025 est ainsi revue à la baisse par le FMI à 0,6 % pour 2025, contre 1,1 % dans les dernières prévisions de janvier.

Le ralentissement concernerait également les pays émergents en 2025 : la Chine, qui souffre des incertitudes nées de la politique douanière américaine voit ses anticipations de croissance pour 2025 ramenées à 4,0 %, contre 4,6 % en janvier ; en Inde, les prévisions de croissance ont été ramenées à 6,2 % pour 2025 (6,5 % en janvier). La croissance des pays émergents d'Afrique subsaharienne et d'Europe est également attendue en ralentissement pour l'année 2025. Les économies du Moyen-Orient et d'Asie centrale bénéficient de perspectives plus favorables.

Sources : FMI, INSEE, Banque de France

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : P. La Cognata ■ Responsable de la rédaction : N. Gopalraja

Rédaction : T. Cabello